Claude Allègre porte plainte contre "Politis"

vendredi 21 mai 2010

Claude Allègre a porté plainte contre le directeur de publication de *Politis* et les huit signataires [1] d'une tribune parue dans ce journal le 18 juin 2009 sous le titre *Claude Allègre : question d'éthique*.

Cette tribune, publiée au moment où l'intéressé passait pour « ministrable » et susceptible d'entrer au gouvernement Fillon, met en cause le comportement de Claude Allègre dans l'affaire de l'éruption du volcan de la Soufrière, à la Guadeloupe en 1976. Une violente polémique avait à l'époque opposé Haroun Tazieff, le célèbre volcanologue, qui considérait qu'il n'y avait pas de risque particulier, et Claude Allègre lui-même, directeur de l'Institut de physique du globe, qui soutenait que l'éruption présentait un danger majeur pour les populations.

La tribune incriminée laisse entendre que Claude Allègre savait, ou a rapidement su, qu'il n'existait en réalité pas de menace sérieuse, mais qu'il s'est volontairement abstenu de le reconnaître parce que (d'après un témoignage en justice cité dans l'article) « *le maintien de l'état d'urgence était plus favorable à l'octroi de crédits pour l'université* ».

Les signataires de l'article citent d'autres exemples laissant supposer des manquements à la déontologie de la recherche scientifique et estiment en conclusion qu' « *il est pour le moins surprenant que le parcours scientifique de Claude Allègre soit régulièrement balisé par de telles affaires* (...) ».

Cette actualité judiciaire prend évidemment une dimension particulière au moment où Claude Allègre joue un rôle de premier plan dans un nouvelle polémique, très virulente : « *L'homme est de nouveau, aujourd'hui, au cœur d'une controverse qu'il a lui-même provoquée en contestant violemment les travaux des climatologues qui nous mettent en garde contre les conséquences de certaines activités humaines sur l'avenir de la planète* », écrit Denis Sieffert le 20 mai dans *Politis*. De fait, de nombreuses voix se sont élevées pour critiquer les arguments à l'aide desquels Claude Allègre entend réfuter les thèses du GIEC sur la réalité du réchauffement climatique et sur l'origine anthropique de ce réchauffement, voire pour déceler, dans son ouvrage *L'Imposture climatique*, des manipulations de chiffres et de courbes [2]...

Politis a lancé une pétition de soutien, à signer en ligne : « *Depuis le 19 mai, Denis Sieffert, directeur de la publication de* Politis, *et sept auteurs du texte* Claude Allègre, question d'éthique *sont mis en examen. Je soutiens* Politis *et les auteurs de cette tribune contre les tentatives d'intimidation de Claude Allègre. Je demande le retrait de la plainte, et je me prononce pour un débat public avec Claude Allègre sur les sujets abordés dans le texte incriminé.* »

Dans la journée du 20 mai, cette pétition avait recueilli plus de 1180 signatures.

P.-S.

A lire aussi sur le site d'Adéquations :
- "Éthique scientifique et sciences du climat" : c'est le titre d'une lettre ouverte adressée notamment à Valérie Pécresse par 410 chercheurs climatologues, protestant contre les attaques dont ils sont l'objet de la part des "climato-sceptiques", dont Claude Allègre et Vincent Courtillot (...)

Notes

[1] Geneviève Azam, (économiste, université Toulouse-II), Jean-Yves Barrère (économiste, fondateur du Cedetim), Denis Clerc (fondateur d'Alternatives économiques), Benjamin Dessus (économiste, président de Global Chance), Jean Labrousse (ancien directeur de la météo nationale), Gus Massiah (président du Crid), Michel Mousel (ancien délégué aux risques majeurs), Jacques Testart (biologiste).

[2] Voir par exemple la présentation de l'ouvrage *L'Imposteur c'est lui ; réponse à Claude Allègre*, de Sylvestre Huet, journaliste à *Libération*.

Copyright © Site de l'Association Adéquations - http://www.adequations.org/spip.php?article1365